

Les Intérêts et la Sottise

LE conflit de la Ruhr est entré dans une nouvelle phase : celle de la capitulation.

A vrai dire et malgré les fanfaronnades de M. Poincaré, on a cédé aussi bien du côté français que du côté allemand. C'est-à-dire que le Comité des Forges a su, au dernier moment, limiter ses exigences pour ne pas rompre avec le dernier gouvernement bourgeois possible en Allemagne.

Bien que les communistes allemands aient maintes fois déclaré qu'un gouvernement ouvrier et paysan aurait tout intérêt à en finir avec la question des réparations, le gouvernement bourgeois français se soucie assez peu de traiter — même pour les réparations — avec la classe ennemie. Il préfère s'entendre avec la *Schweerindustrie* qui lui fait des avances.

Rien n'est plus édifiant que la lecture de la presse bourgeoise allemande et des journaux de M. Stinnes en particulier. Pour sauver son coffre-fort, tous les moyens lui sont bons. Le rusé compère ne se montre-t-il pas partisan d'une entente de l'Allemagne avec la France, contre l'Angleterre qu'il charge de tous les péchés d'Israël.

Dans le *Dusseldorfer Zeitung*, un de ses organes favoris, un article qui défend cette thèse, se termine ainsi :

« Si, malgré tout, aucune solution n'était trouvée, l'Allemagne serait, contre sa volonté, rejetée dans les bras de ceux qui sont ses plus redoutables concurrents économiques et les plus lourdement coupables de la guerre, à savoir de l'Angleterre et de l'Amérique. Cela serait contre nature ; on n'a qu'à se rappeler les quatorze points du président Wilson, et le fait que c'est en particulier l'Angleterre qui, à Versailles, a mis en œuvre tous les moyens contre nous pour obtenir que notre dette de réparations fût augmentée de 40 milliards de marks or destinés au remboursement des pensions. Ce sont les Anglo-Saxons qui ont commencé, par la Pologne et Dantzig, le morcellement de l'Allemagne ; qui ont habilement dissimulé leurs intrigues séparatistes concernant la Rhénanie et qui ont fait en sorte de laisser croire que c'était la France qui les menait en cachette.

On peut bien, dans notre pays libre, dire beaucoup de choses contre la France ou injurier Poincaré ; en comparaison avec la politique des puissances anglo-saxonnes, LE CARACTÈRE FRANÇAIS EST HONNÊTE ET BON ENFANT, il n'est pas hypocrite. L'AME FRANÇAISE RESSEMBLE A CET ÉGARD AU PARSIFAL ALLEMAND, mélange de pureté et de folie, c'est pourquoi elle a été, à plusieurs reprises, la victime des Anglo-Saxons, qui l'ont exploitée, et en particulier à Washington. Bismarck a déjà parlé, il y a trente-cinq ans, du caractère rapace de la politique anglo-saxonne, sitôt qu'elle détient la puissance. C'est cette politique dont nous sommes, aujourd'hui encore, les témoins en Europe. »

La volte-face est assez raide.

QUELQUE soit le bluff de la soi-disante capitulation allemande, il est évident qu'il met gravement en danger la social-démocratie également menacée par les nationalistes et les communistes. M. Stresemann lui-même semble en difficultés avec son propre parti.

Dans toute cette affaire de la Ruhr, il est bon de souligner la docilité avec laquelle les deux chanceliers Cuno et Stresemann se sont fait les serviteurs de la seule politique personnelle des magnats allemands. En fin de compte, c'est la social-démocratie et la petite-bourgeoisie

qui doivent présenter au pays la cessation de la résistance passive comme la seule issue du conflit de la Ruhr, et qui en supporteront la responsabilité politique. Il est fort probable qu'elles n'en survivront pas et que la République d'Ebert voit actuellement ses derniers jours. La misère effroyable que traverse l'Allemagne, accrue par la spéculation, achève de dissocier la petite bourgeoisie. Seuls, communistes et nationalistes, renforcés en proportion égale d'éléments petits-bourgeois, apportent au pays qui agonise un espoir quelconque de guérison : révolution prolétarienne ou fascisme. Or, tous deux ont également intérêt à profiter du trouble profond et du désarroi qui règne dans la social-démocratie allemande du fait de sa capitulation devant Poincaré. Les uns et les autres s'opposent à un quelconque projet d'entente avec la France. Les nationalistes, parce que la capitulation leur paraît inacceptable pour l'orgueil du peuple allemand et que le pacte de garanties réciproques qui s'en suivrait serait la ruine du parti militaire animé de l'esprit de revanche. Les communistes, parce que la liquidation des réparations par un ministère bourgeois, serait pour la classe ouvrière allemande la condamnation aux travaux forcés à perpétuité. « La capitulation de Stresemann, dit la « *Rote Fahne* », entraîne une formidable extension du pouvoir du capital allemand sur les ouvriers allemands. »

L'Allemagne est donc à la veille des événements les plus graves et nous suivons avec angoisse le développement des événements. Le jeune parti communiste allemand est prêt au combat pour un gouvernement ouvrier et paysan. Aura-t-il la puissance de l'imposer, de triompher de la coalition de toutes les forces de la bourgeoisie allemande qui vient de faire appel au trop célèbre Noske pour préparer une sauvage répression, si des troubles, inévitables maintenant, éclatent.

EN France, il est bien certain que la capitulation allemande est une grande victoire pour le capitalisme français. L'entente avec les magnats de la Ruhr représente pour lui la possibilité de constituer un trust européen de l'acier, dirigé naturellement contre l'Angleterre. Le capitalisme bancaire de la France évolue en un capitalisme industriel qui va profondément bouleverser les conditions d'existence économique de notre pays. En tous cas, nous devons l'avouer en toute franchise, la grande bourgeoisie va se trouver considérablement renforcée en puissance ; la petite bourgeoisie, si la Ruhr paye, sera de son côté singulièrement allégée dans ses charges fiscales — donc cessera de constituer une opposition à la politique d'affaires de la grande industrie. Une entente politique avec l'Allemagne — à supposer que la social-démocratie allemande se maintienne au pouvoir — triomphe de la politique de Caillaux, calmerait également ses appréhensions et flatterait son idéologie pacifiste stupide.

En effet, les conséquences logiques, voulues, de toute cette politique, nous conduit tout droit à une guerre avec l'Angleterre.

AUSSI comprend-on la satisfaction de M. Poincaré. Dimanche 16 septembre, il prononçait 2 discours. Dimanche 24 septembre, sans doute grisé par les succès de la semaine, il en prononçait 3 dans la même journée.

Et le *Matin* avait dépêché à cette triple cérémonie M. Stéphane Lauzanne, pour corser le compte rendu.